

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/KAZ/30

12 octobre 2000

(00-4201)

Groupe de travail de
l'accession du Kazakhstan

Original: anglais

ACCESSION DU KAZAKHSTAN

Aide-mémoire sur la privatisation

Le Ministère de l'économie de la République du Kazakhstan a communiqué les informations suivantes.

Le tableau 1 présente la structure des entreprises suivant leur régime de propriété et leur secteur d'activité au 1^{er} avril 2000. Comme le montre le tableau, la République du Kazakhstan comptait au 1^{er} avril 2000 près de 126 000 entreprises, dont 1,8 pour cent de grandes entreprises, 8,8 pour cent d'entreprises moyennes et 89,4 pour cent de petites entreprises. La proportion des entreprises d'État par rapport à leur nombre total est de 18 pour cent seulement. Le secteur des services municipaux et des services personnels représente la plus grande proportion des entreprises d'État avec un chiffre de 15 pour cent sur l'ensemble des entreprises. Cependant, les entreprises privées dominent dans presque tous les secteurs de l'économie, particulièrement dans le secteur agricole, qui en compte 93,8 pour cent, et dans le secteur du bâtiment qui en compte 92,1 pour cent.

Tableau 1

	Total		Régime de propriété (par secteur)				Part des sous-catégories (en %)
	Unités	Pourcentage	Public	Privé	Mixte	Étranger	
Total	125 968	100	18,0	76,3	3,6	2,0	100
Petites entreprises ¹	112 660	100	14,1	80,5	3,2	2,2	89,4
Entreprises moyennes ²	11 054	100	55,1	38,4	6,1	0,4	8,8
Grandes entreprises ³	2 254	100	35,2	50,3	13,3	1,2	1,8
Industrie	13 587	100	5,4	83,4	8,6	2,6	100
Petites entreprises	11 892	100	4,5	86,6	6,2	2,7	87,5
Entreprises moyennes	1 211	100	11,9	65,1	21,6	1,4	8,9
Grandes entreprises	484	100	11,8	50,6	33,9	3,7	3,6
Industrie du bâtiment	8 991	100	1,8	92,1	4,6	1,6	100
Petites entreprises	8 296	100	1,4	93,2	3,8	1,6	92,3
Entreprises moyennes	593	100	6,9	80,6	12	0,5	6,6

¹ Entreprises de moins de 50 salariés.

² Entreprises de 50 à 250 salariés.

³ Entreprises de plus de 250 salariés.

	Total		Régime de propriété (par secteur)				Part des sous-catégories (en %)
	Unités	Pourcentage	Public	Privé	Mixte	Étranger	
Grandes entreprises	102	100	5,9	65,7	25,7	2,9	1,1
Agriculture	10 132	100	3,9	93,8	2,1	0,2	100
Petites entreprises	7 799	100	3,4	94,8	1,6	0,3	77
Entreprises moyennes	1 609	100	6,7	90	3,3	0,1	15,9
Grandes entreprises	724	100	3,9	91,2	4,8	0,1	7,1
Transports et communications	5 282	100	4,9	83,4	8,8	3	100
Petites entreprises	4 574	100	2,6	87,3	6,8	3,3	86,6
Entreprises moyennes	596	100	18	63,1	18,5	0,5	11,3
Grandes entreprises	112	100	27,7	33	36,6	2,7	2,1
Commerce et restauration	37 020	100	0,5	91,7	3,8	4	100
Petites entreprises	36 437	100	0,5	91,9	3,6	4,1	98,4
Entreprises moyennes	535	100	3,2	81,5	15,1	0,2	1,4
Grandes entreprises	48	100	4,2	81,3	12,5	2,1	0,1
Services publics et personnels	9 405	100	15	83,4	1,2	0,4	100
Petites entreprises	8 957	100	13,2	85,4	1	0,4	95,2
Entreprises moyennes	397	100	54,4	41,8	3	0,8	4,2
Grandes entreprises	51	100	29,4	58,8	11,8	0	0,5
Autres secteurs	41 551	100	47,2	50,1	1,9	0,9	100
Petites entreprises	34 705	100	38,8	58,2	2	1	83,5
Entreprises moyennes	6 113	100	89,3	9	1,5	0,3	14,7
Grandes entreprises	733	100	89,4	7,6	2,9	0,1	1,8

Sources: Agence des statistiques de la République du Kazakhstan (ARKS); calculs KET.

1. Rappel historique

La première étape du processus de privatisation (1991-1992) a constitué le début de la restructuration du secteur public, à savoir une modification de la participation de l'État dans la plupart des entreprises. À ce stade, la privatisation reposait sur l'initiative du fait que les organes de l'État n'adoptaient une décision en matière de privatisation que si une candidature avait été déposée dans ce sens par un collectif de l'entreprise. Le programme de privatisation des petites entreprises qui fut ratifié à l'époque devint un élément essentiel dans l'augmentation du nombre d'acquéreurs qui saturèrent le marché de la consommation et celui des services et contribuèrent au développement de la concurrence et de l'esprit d'entreprise.

Au cours de la période 1991-1992, 4 770 sociétés du secteur public ont été vendues, par l'intermédiaire de ventes aux enchères et d'appels d'offres. La privatisation du secteur agricole s'est effectuée sur l'initiative du propriétaire. Au cours de la première phase de réforme 472 des 2 120 exploitations agricoles d'État ont été privatisées.

Au cours de la deuxième phase (1993-1995), l'adoption, en mars 1993, du programme national de privatisation des biens publics de la République du Kazakhstan pour la période 1993-1995, a constitué un tournant dans la mise en œuvre du processus de privatisation.

Pour la première fois dans les pays de la CEI, le système de privatisation fondé sur l'initiative était abandonné au profit d'un système de gestion global de privatisation.

Des modifications furent apportées à la législation nationale par l'élimination du système fondé sur la propriété municipale et du rachat collectif d'entreprises et par l'abrogation de la Loi sur le fermage. Le programme prévoyait les principales orientations suivantes: privatisations (enchères et ventes fondées sur la concurrence de petites entreprises publiques, de services de consommation et d'entreprises industrielles de 200 salariés au maximum), d'entreprises importantes (entreprises de 200 à 5 000 salariés) et privatisations sur soumission de projets individuels (entreprises de plus de 5 000 salariés).

Au cours de cette période, 6 037 sociétés publiques, s'inscrivant dans le cadre de la privatisation de petites entreprises, furent privatisées. Il est nécessaire de préciser qu'au stade de la deuxième phase l'acquéreur d'un bien public peut verser 50 pour cent de la somme en argent et 50 pour cent de ladite somme en gages immobiliers à coupons, procédé utilisé lors de la première phase de privatisation pour les rachats à caractère immobilier uniquement. L'achat et la vente libres des coupons supervisés par la banque d'épargne (coopérative) ont été introduits.

La privatisation des petites entreprises allait faire place à des privatisations d'entreprises plus importantes et à la catégorie des privatisations sur soumission de projets individuels. Un système global de répartition des actions fut également mis en place: 10 pour cent des actions étaient allouées à des membres de collectifs d'entreprises et 90 pour cent d'entre elles demeuraient la propriété de l'État.

Le processus de privatisation des grandes entreprises supposait la mise en place d'investisseurs institutionnels encore inexistant, à savoir le Fonds d'investissement pour les privatisations (FIP) qui collectait les coupons de la population et les utilisait comme moyen de paiement unique à l'occasion de la vente aux enchères contre coupons de parts publiques de sociétés par actions.

Au cours de cette période, 169 FIP ont été accordés et 22 enchères contre coupons ont été organisées, de même que 1 688 sociétés par actions d'une valeur nominale générale de 3 138 millions de tenges ont été vendues pour un total de 1 127 millions de coupons déboursés. Au cours du second semestre de 1995, le Comité d'État pour la privatisation a effectué les premières démarches en vue de l'organisation de la vente d'actions publiques pour des raisons de ressources budgétaires. Le cadre législatif a été mis au point et le plan d'appel d'offres a été mis à l'épreuve avant de commencer la vente massive des parts de sociétés par actions, aux enchères et par appel d'offres. Jusqu'à la fin de l'année 1995, les actions publiques de 373 sociétés par actions ont été converties en monnaie.

Cette période fut celle du lancement de la privatisation, sur soumission de projets individuels, de grandes sociétés et entités uniques productrices de matières premières ou ayant une activité d'une importance sociale toute particulière et jouissant également d'un monopole d'État dans les secteurs de l'industrie lourde et de l'industrie chimique, dans la prospection et le traitement des ressources minérales, dans la production électrique, la métallurgie, les transports, la grande distribution et les télécommunications.

Par ailleurs, entre 1993 et 1995, 1 490 exploitations agricoles d'État ont été privatisées en République du Kazakhstan. Dans le cadre de la privatisation du secteur agricole, 1 967 exploitations ont été vendues, soit 93 pour cent de l'ensemble de ces exploitations. Les secteurs relatifs à la transformation de la production agricole, tels que la transformation alimentaire, la moulure, ou du matériel tel que des élévateurs, ont été vendus ou redistribués selon le plan suivant: 10 pour cent des actions sans droit de vote et 10 pour cent de celles assorties d'un droit de vente prioritaire sont restés

entre les mains des ouvriers agricoles, 51 pour cent sont allés aux producteurs, aux fournisseurs et sociétés connexes et 29 pour cent à l'État. Actuellement, les actions publiques restantes sont essentiellement privatisées par l'intermédiaire de ventes aux enchères libres afin d'intégrer la participation étrangère et locale. Fin 1995, plus de 84 pour cent, soit 1 682 exploitations d'État du secteur agricole, avaient été privatisés.

Troisième phase (1996-1998). Le programme de privatisation et de restructuration des biens publics de la République du Kazakhstan pour la période 1996-1998 a été approuvé en février 1996, ayant pour but de réaliser et d'accroître la domination du secteur privé au sein de l'économie de la République du Kazakhstan par l'achèvement du processus de privatisation. Pour ce faire, il fut procédé à une restructuration des entités qui étaient demeurées la propriété de l'État. La mise en œuvre de ce programme conserva une forme de privatisation libre et ouverte à la publicité, ainsi que des privatisations fondées sur la concurrence, conformément aux lois du marché.

À ce stade, toutes les privatisations réalisées dans le secteur public ne furent mises en œuvre que pour des raisons de ressources budgétaires.

La privatisation d'entités sur soumission de projets individuels et la vente à un investisseur déterminé dans des conditions convenues ont été précisées. La sélection de l'investisseur déterminé proposé a été effectuée sur la base d'appels d'offres.

Des travaux d'analyse et de diagnostic ont été initiés concernant les secteurs prioritaires de l'économie du Kazakhstan tels que l'industrie pétrolière et gazière, la production électrique, les transports et les moyens de communication, la métallurgie ferreuse et non ferreuse. Ces travaux jettent les bases de la création d'une structure propriétaire optimale dans l'ensemble de ces secteurs ainsi que de la stratégie de sa réalisation. Sur la base des résultats de ces travaux d'analyse et de diagnostic, le gouvernement de la République du Kazakhstan a ratifié les programmes de privatisation et de restructuration des secteurs industriels dans le but de réaliser et d'accroître la domination du secteur privé au sein de l'économie sur la base de la mise en œuvre du processus de privatisation des entreprises du secteur pétrolier et de celui du gaz, de l'industrie des transports et des moyens de communication, de l'industrie en général, du secteur de la santé publique, de l'éducation, de la science, de la culture et des sports.

Un programme spécial de privatisation des entités a été mis au point relativement à chacun des secteurs industriels mentionnés et essentiellement en ce qui concerne les privatisations sur soumission de projets individuels en tenant compte des propositions des autorités centrales et locales concernées de la République du Kazakhstan ainsi que des entités de la privatisation soumises à l'appréciation de conseillers professionnels.

À ce stade, le gouvernement a concentré son action sur la privatisation des entreprises individuelles, sur l'augmentation des revenus provenant de la privatisation en sollicitant des appels d'offres, en définissant des investisseurs stratégiques appropriés et en améliorant l'efficacité des entreprises au moyen de contrats à long terme passés avec des hommes d'affaires étrangers concernant le transfert de gestion.

Les contrats relatifs au transfert de gestion ont été conclus dans des secteurs industriels tels que la métallurgie, l'industrie de production des produits chimiques, le raffinage du pétrole et de la saccharose. L'usine d'aluminium Pavlodar, la société transnationale "Kazchrome" (qui fabrique les principaux gazoducs) et la raffinerie de pétrole Pavlodar figurent parmi les grandes entreprises.

Vingt-six entreprises, sur les 66 entreprises avec lesquelles des contrats de transfert de gestion ont été conclus, ont été vendues à des sociétés de gestion.

Dans le cadre des programmes de privatisation qui ont été mis en place jusqu'à la fin de 1998, 3 276 sociétés par actions et sociétés en nom collectif constituant 65 pour cent du nombre total de ces sociétés en activité et 2 606 entités à caractère social (pour la période 1997-1998), ainsi que des sociétés immobilières et des groupes d'entreprises immobilières ont été privatisées.

En 1998, dans le cadre de la soumission de projets individuels, dix entreprises ont fait l'objet d'appels d'offres, huit d'entre elles ont été vendues et parmi elles, pour la première fois, une des banques les plus importantes du Kazakhstan, la banque OJCS "Bank Turan-Alem" a été privatisée.

Lors de la troisième phase, dans le cadre de la privatisation des petites entreprises, 6 262 entités publiques ont été vendues et le programme de privatisation des petites entreprises est arrivé à son terme en août 1997.

Entre 1993 et 1996, 9 226 entreprises de transport automobile ont été privatisées afin de développer le marché des services de transport en dissociant les entreprises productrices de véhicules des entreprises de transport. Dans le cadre de la privatisation des petites entreprises, les actions détenues par l'État dans 150 entreprises de transport automobile ont été vendues. Le monopole qui régnait dans le secteur des transports terrestres et maritimes a par conséquent été totalement supprimé.

2. Situation actuelle

Quatrième phase (1999-2000). Un programme de privatisation et d'amélioration de la gestion de l'efficacité du secteur public a été élaboré afin de mettre en œuvre une gestion plus efficace de ce secteur pour la période 1999-2000. L'élément clé de ce programme est la répartition des sociétés publiques en un niveau national et un niveau municipal, et ce dans le but d'améliorer l'efficacité de la gestion du secteur public. Ce programme représentait par conséquent les premières étapes cruciales conduisant à l'autogestion locale et à l'indépendance des régions.

En 1999, les participations que possédait l'État dans 953 sociétés par actions et en nom collectif ont été cédées aux entreprises publiques municipales. Le droit relatif à l'adoption de décisions et à la mise en œuvre de la privatisation des sociétés municipales a été conféré à Akims, respectivement de Astana City et de Almata City.

Le gouvernement de la République du Kazakhstan a établi la liste de neuf entreprises de premier ordre dans lesquelles l'État possède des participations. Cette liste est composée des sociétés par actions suivantes: "Mangistaumunaigas", "Aktyubemunaigas", "Kazzink", "Ust-Kamenogorskii titano-magnievy combinat" (UKTMC), "SSGPO" (société minière sise à Sokolov et Sarbai), "Aluminii Kazakstana", "TNK Kazkrom", "Narodnyi Savings Bank of Kazakhstan" et "Kazaktelecom". La Commission chargée des appels d'offres a été créée afin de désigner les conseillers devant travailler sur la privatisation des participations que possède l'État dans les sociétés par actions suivantes: "Mangistaumunaigas", "Aktyubemunaigas", "Kazzink", "Ust-Kamenogorskii titano-magnievy combinat" (UKTMC), "SSGPO" (société minière sise à Sokolov et Sarbai), "Aluminii Kazakstana" et "TNK Kazkrom". La privatisation partielle des actions détenues par l'État dans la société par actions "Narodnyi Savings Bank of Kazakhstan" a eu lieu en 1999.
